



EDITORIAL : REGIONALES 2015, ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE

Le dernier épisode électoral des régionales est clos. Les électeurs ont départagé les candidats et les partis. Vu le système électoral actuel (scrutin majoritaire sur deux tours) le PS et l'alliance LR (ex-UMP) –UDI-Modem se partagent toutes les nouvelles régions. Cinq pour le PS et sept pour la droite LR-UDI dans la France métropolitaine. Cette rafle se fait au détriment du Front National qui n'est pas parvenu à s'imposer dans les deux grandes régions où il aurait pu l'emporter si le jeu politique entre la droite et la gauche ne l'avait mis en minorité. Au total, la droite sort gagnante, la gauche est en échec, le FN reste coincé au portillon. Ainsi, se réalise le scénario classique de l'alternance droite gauche tel qu'il est programmé par le système électoral de la Vème république.

Malgré leur caractère ordinaire, ces élections méritent quand même quelques observations, car elles constituent un baromètre des tendances politiques dans la période actuelle.

La première observation, c'est la déroute, au premier tour, des listes du parti socialiste. Deux ans et demi après la victoire du PS aux présidentielles et aux législatives de 2012, et malgré les postures présidentielles de François Hollande suite aux attentats de janvier et novembre, le PS a déjà perdu une grande partie de sa crédibilité. « Ils n'ont rien changé », « ils ne tiennent pas leurs promesses » sont les réactions des gens du peuple qui avaient espéré un changement en votant Hollande en 2012.

La seconde observation, c'est qu'au premier tour, la droite LR-UDI-Modem n'a pas tiré profit de la déroute du PS en n'arrivant en tête que dans quatre régions. Les électeurs déçus par le PS n'ont pas oublié le temps où c'est Sarkozy qui gouvernait.

La troisième observation, c'est la montée importante du Front National, arrivé en tête dans sept régions, atteignant plus de 41% des voix en région Nord-Pas de Calais Picardie et en Provence Côte d'azur. C'est le FN le grand gagnant du premier tour. En l'absence d'une alternative anticapitaliste, le FN a rassemblé avec sa démagogie populiste les voix de beaucoup de déçus de l'alternance droite-gauche, sur une base réactionnaire et xénophobe.

La quatrième observation : Au deuxième tour, tout rentre dans l'ordre... institutionnel : Le FN est battu partout. Le PS et l'alliance LR-UDI-Modem se

partagent les grandes régions selon leur rapport de force politique actuel.

Que s'est-il passé entre les deux tours ? Tous les partis, de la gauche de la gauche à la droite, toutes les institutions politiques, économiques, médiatiques, religieuses, morales... ont activé leurs forces publiques et occultes pour battre le FN et faire gagner le PS ou l'alliance de la droite et du centre. Le FN a joué son rôle de repoussoir. Les partis qui se partagent le pouvoir politique depuis plus d'un demi-siècle et qui jouissent de la confiance du capital conservent les rênes. Et le FN pourra continuer à attirer les mécontents alors qu'il ne remet jamais en cause le capitalisme et ses conséquences.

Et maintenant ?

C'est simple : les gérants du système capitaliste vont poursuivre leurs politiques dictées par le MEDEF au profit des patrons. Gattaz savait dans quel panier il mettait ses œufs en supportant le camp droite-gauche. De plus, la poussée du FN permet au pouvoir de faire accepter de nouvelles mesures réactionnaires : prolongation de l'état d'urgence, mesures de sécurité renforcées qui vont s'appliquer au mouvement ouvrier.

La classe ouvrière elle, continuera à subir les politiques de chômage, de licenciements, de casse de ce qui reste de la protection sociale, de dégradation accélérée de ses conditions d'existence. Le tout légitimé par le suffrage universel !

En 1917, dans son ouvrage L'ETAT ET LA REVOLUTION Lénine écrivait : *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.*

Ces dernières élections régionales ne font que confirmer cette règle. Ce n'est pas par les urnes que le peuple travailleur imposera sa volonté aux exploités et à leurs fondés de pouvoir. Il y a urgence à ce que la classe ouvrière développe son combat classe contre classe sur le terrain et reconstruise son organisation capable de la mener à la victoire, un Parti Communiste véritable.



Pour maîtriser la dérive climatique il faut changer de société !

Ce mois de décembre, la France a accueilli la conférence sur le climat de l'ONU (COP21). Cette conférence a été précédée d'une intense campagne médiatique et idéologique. Les dirigeants politiques et les classes dirigeantes ne peuvent plus gouverner sans tenir compte de l'inquiétude grandissante qui affecte de larges couches et classes de la société concernant les dérèglements écologiques à l'échelle de la planète qui mettent en danger l'existence même de l'Humanité à plus ou moins long terme. Ils ne cachent plus la gravité du problème et même savent se montrer alarmistes. Nous serions dans le même bateau, tous responsables, nous devrions tous faire des efforts, prendre des mesures au niveau de chaque individu, oublier la lutte de classe, la lutte des travailleurs contre les remises en cause de leurs conditions de vie et de travail, car il y aurait plus grave à régler...

Au cours des dernières décennies se sont organisées de nouvelles forces politiques, les « verts », mettant la défense de l'environnement comme prioritaire, reléguant au second plan les problèmes sociaux. Mais dans les pays où ils ont participé au pouvoir en particulier en France et en Allemagne, respectueux de l'ordre établi, leur influence a été quasi nulle sur les questions environnementales. Certains écologistes « plus radicaux » désignent clairement le capitalisme comme étant à l'origine des dérèglements environnementaux. Mais ils ne vont pas jusqu'au bout de leur raisonnement, ils n'envisagent pas la seule solution possible : abattre ce système économique qui entraîne l'Humanité dans la barbarie sur tous les plans. Leur propositions morales, sont inapplicables, inacceptables pour le capital, ou alors le capitalisme n'est plus le capitalisme !

Le mode de production capitaliste porte fondamentalement en lui (dans son ADN) les causes de la destruction du milieu naturel qui abrite l'Humanité. Dans sa quête sans trêve de son auto expansion pour toujours plus de profits, le capital, aiguillonné par la concurrence, pour le contrôle des marchés doit produire toujours plus à grande échelle, donc gaspiller d'énormes quantités de ressources naturelles, polluer les sols, les océans et l'atmosphère. Et avec comme autre conséquence inévitable de

jeter dans la pauvreté de plus en plus d'êtres humains.

C'est pour tenter de résoudre la quadrature du cercle : sauver le capitalisme tout en préservant l'environnement que les dirigeants de la planète se réunissent régulièrement en conférences internationales. La COP 21 est la dernière en date mais ne sera sûrement pas la dernière. Pour les dirigeants de la planète qui se sont réunis à Paris il s'agit en fait de trouver un accord qui ne remette pas en cause le capitalisme.

Le rêve d'un « capitalisme vert » hante les grands de ce monde. Ils seront inventifs à trouver une solution pour utiliser « l'écologie » à des fins mercantiles, pour faire de l'argent ! Rappelons l'accord de Kyoto qui visait à la réduction de 5% de la concentration de gaz à effet de serre en 2012, or depuis 1990 année de référence de l'accord il a augmenté de 45% selon le GIEC. Et il ne pouvait en être autrement car le mécanisme de taxe carbone mis en place permet aux monopoles et aux pays pollueurs d'acheter sur le marché le droit à polluer. Ainsi, la spéculation sur ce marché de la taxe carbone peut rapporter des milliards de dollars. Ce principe du commerce d'émissions permet de produire plus de CO2 dans sa propre entreprise en rachetant des droits d'émissions à une autre entreprise ou encore en mettant en place un « projet écologique » dans les pays sous-développés. L'auteure (1) du livre « Le mythe de l'économie verte » cite l'exemple de la société Camco, spécialisée dans la production de biogaz à partir des déchets de plantations de palmiers en Asie du sud-est - plantations entre autre responsables d'une déforestation énorme- « qui a obtenu tellement de droits d'émission qu'elle les revend en bourse en engrangeant ainsi de très gros bénéfices ».

La course aux profits implique l'augmentation de la productivité qui conduit à produire toujours plus et donc à utiliser sans limite toutes les ressources humaines et de la nature. Le capitalisme ne peut exister que par la destruction systématique de l'environnement.

Suite p 3

Faut-il se résigner à ce que le capitalisme décadent entraîne l'humanité dans une course accélérée vers sa fin ? Ce sont les ouvriers, les prolétaires qui détiennent la solution. Seuls les travailleurs, à cause de leur position économique spécifique au sein du capitalisme, ont le pouvoir de changer le monde. Dans le contexte du changement climatique, ce sont seulement eux qui, en s'engageant dans leur lutte pour un monde nouveau, socialiste, débarrassé de la course au profit, ont le pouvoir de sauver notre planète et notre avenir. Les communistes mettent toute leur énergie pour que le socialisme s'impose sur la planète avant que l'irréversible se produise, la destruction de l'humanité.

Note :

(1) Anneleen Kenis. *De mythe van de groene economie*. 2012 éditions EPA en Néerlandais.

LE ROCML A LA CONFERENCE DE L'ICOR

Le ROCML était présent le 11 décembre à la conférence de l'ICOR (Coordination internationale des partis et organisations révolutionnaires) qui regroupe notamment le MLKP (Turquie-Kurdistan Nord) et le MLPD (Allemagne). Le ROCML y a réaffirmé la nécessité d'une organisation communiste. Dans le même temps, le ROCML a exprimé sa solidarité avec le peuple kurde.

Le débat a porté sur l'écologie. Le MLPD a affirmé la nécessité de créer un syndicat écologique, tâche avec laquelle le ROCML n'est pas en accord. Pour le ROCML, c'est dans le syndicat, en tant qu'organisation de masse et de classe qu'il faut porter toutes les questions politiques importantes. L'expérience de lutte politique dans les syndicats, dans l'anti-impérialisme et la solidarité kurde montre que c'est dans ce cadre que les communistes peuvent mobiliser la classe ouvrière, élever la conscience politique des travailleurs.

Le ROCML a rappelé que notre but est la révolution socialiste, notre tâche, se relie à la classe ouvrière car c'est la seule classe révolutionnaire sous le capitalisme. Les communistes sont contre l'exploitation capitaliste. Sans tomber dans l'ouvriérisme, il faut rappeler que sans construire un noyau prolétarien, les communistes n'auront jamais d'influence dans la société.

Sauver l'Humanité est essentiel si on veut construire le socialisme a dit un participant. Cependant, il faut aussi reconnaître que c'est seulement la révolution socialiste qui va sauver l'Humanité de la barbarie et de sa destruction. Quelle est notre force principale pour cela ? La classe ouvrière. Les écologistes ne sont pas la force motrice, principale de la révolution. Bien sûr, nous pourrions y envoyer des détachements, y trouver des forces secondaires ; mais actuellement, le mouvement écologiste est sous l'influence de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, et le mouvement politique de la classe ouvrière est inexistant.

Le ROCML a apporté sa pierre au débat et espère que sa contribution a suscité des interrogations chez les jeunes militants, et au sein de toutes les délégations. Ces échanges constructifs doivent se poursuivre afin de semer le terrain à la pousse d'un parti communiste en France.

BILAN DE LA COP21 : UN ACCORD POUR DUPER LES PEUPLES

« En comparaison de ce que cela aurait pu être, cet accord est un miracle. En comparaison de ce qu'il aurait dû être, c'est un désastre » écrit le Guardian. Voilà un raccourci saisissant des tenants et aboutissants de cette conférence. Les précédentes conférences furent des échecs qu'il fallait à tout prix ne pas renouveler pour ne pas aggraver le discrédit des responsables politiques auprès des populations et ajouter des raisons de s'attaquer au système capitaliste. Donc après une véritable mise en scène et dramatisation médiatique, un accord a été trouvé, Le metteur en scène, Laurent Fabius en a eu les larmes aux yeux. Les divers commentateurs tant soit peu objectifs font remarquer que cet « accord » en reste à un constat et à des déclarations de bonne intention. Il reste muet sur les objectifs et moyens à mettre en œuvre d'une manière contraignante pour les pays et surtout les multinationales principales pollueuses de la planète(1). Mieux il est conforme à ce que les multinationales de l'énergie extractive et autres attendaient :

Un accord basé sur les plans nationaux (ce sont les peuples qui doivent payer), incluant tous les pays (au moins tous les grands émetteurs) ; un accord à long terme, sans engagements chiffrés de réduction des émissions à court et moyen terme, mais avec révision périodique.

La COP21 a signifié un soutien aux marchés internationaux du carbone (un secteur juteux pour faire des profits « écologiques » sans aucune contrainte pesant sur les transports maritimes et aériens). Et cerise sur le gâteau il détourne l'attention de leur responsabilité.

Bref rien de bon pour les travailleurs du monde entier. L'analyse que nous faisons avant la COP21 reste d'actualité.

Notes

1 Voici les principaux reproches au texte : aucune échéance pour le pic des émissions, aucune échéance précise pour l'équilibre émissions/absorptions (« dans la seconde moitié du siècle ») aucun objectif non plus en matière de taux annuel de réduction des émissions, muet sur la sortie des combustibles fossiles, pas un mot de la nécessité d'un système énergétique basé sur les renouvelables, le concept de décarbonisation est absent de l'accord.

Les députés du Front de Gauche votent l'état d'urgence !

Après les attentats de Paris, les députés du FDG ont voté l'état d'urgence et sa prolongation, ils ont chanté la Marseillaise au Congrès national en compagnie des partis bourgeois : le PS, Les Républicains-UDI et le FN. Les dirigeants du FDG et du PCF qui prétendent toujours être « responsables » ont par ce vote irresponsable appuyé la politique répressive des mobilisations de travailleurs. Pire encore, André Chasseigne, député du PCF et porteur de la position du FDG s'est félicité de « *donner à notre Etat (...) les moyens de remplir ses missions régaliennes sans lesquelles nous sommes condamnés à l'échec. Comment vaincre sans une police et une armée forte ?* ». Dans la même veine, le FDG et le PCF se sont félicités de la fin de l'austérité sur la sécurité (*L'Humanité*, 20/11). Nous aurait-on caché que l'ANI, la loi Macron, les réformes des retraites de l'éducation ont été abrogées ? Les syndicalistes, les militants arrêtés lors des manifestations interdites ont sûrement approuvé la fin de l'austérité dans la police. Les moyens supplémentaires de l'état d'urgence ont bien été augmentés... mais pour s'en prendre aux manifestants

Pourtant, le mouvement ouvrier ne s'y est pas trompé, et a compris très rapidement les dangers de cet état d'urgence que les diri-

geants du FDG ont voté. La CGT a pris une position courageuse en disant : « *Pas plus qu'il n'y a de trêve dans les attaques contre le monde du travail, il n'y aura de trêve dans l'action syndicale pour le progrès social* » (CCN CGT 18/11). De nombreuses sections syndicales (UD 75-77...) ont pris position pour refuser le piège de l'union nationale et de l'état d'urgence. Les événements ont montré que le gouvernement a instrumentalisé ces attentats pour mener une politique de terreur sociale sur les manifestations pour les migrants ou durant la COP21. Pierre Laurent peut toujours venir pleurnicher le 2 décembre, devant les travailleurs d'Air France, sur l'utilisation de l'état d'urgence pour faire taire les mobilisations sociales, il n'en reste pas moins que les députés FDG sont aussi responsables de cette situation.

L'expérience dans des événements aussi complexes a montré que les dirigeants réformistes du FDG lâchent les intérêts des travailleurs à la moindre pression. Il est temps de repousser ces parlementaristes qui se mobilisent davantage dans des machinations au sein de l'appareil d'Etat bourgeois, plus que pour mobiliser la classe ouvrière. Il est temps de construire nos mobilisations et nos organisations de classe.

ROCML

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse postale :
Association GrandROC
Villa OctoSun, 3 clos de
Lutché 31380 GARIDECH

Site du ROCML
<http://www.rocml.org>

Retrouvez d'autres articles sur notre site :

- 1^{er} tour élections régionales : <http://rocml.org/premier/>
- Manifestations et état d'urgence : <http://rocml.org/urgence/>
- Tensions Turquie/Russie : <http://rocml.org/russturg/>
- L'essor du mouvement ouvrier en Chine : <http://rocml.org/lessor-du-mouvement-ouvrier-en-chine/>

